

On se souvient de l'argument de vente du gouvernement lors du commencement de la grande braderie d'EDF/GDF : la privatisation et l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité à la concurrence feront « baisser les prix » ! C'est un « bénéfice pour les abonnés » ! Mensonges !!! Tout le monde a pu voir récemment le prix du gaz flamber à tout va ; mais quels sont les chiffres de ces augmentations ?

Depuis l'ouverture à la concurrence en 2000, la facture de gaz a augmenté de 66%, et les directions de GDF, ainsi que les gouvernements, prévoient une augmentation de 16% pour 2006. Pour l'électricité, le prix de marché, c'est-à-dire le prix n'étant plus régulé par l'Etat, a presque triplé depuis 2001 !!! Voilà le réel bilan « économique » de l'ouverture du marché... A qui profite cette privatisation ? Comme la fédération SUD Energie l'avait annoncée, cette privatisation ne profite qu'aux actionnaires, et non aux abonnés !

Pour le moment (jusqu'en juillet 2007), seuls les professionnels sont « éligible », c'est-à-dire qu'ils peuvent, s'ils le souhaitent, quitter le tarif régulé et passer dans le système concurrentiel, avec un prix de marché. Leur décision est alors définitive : ils ne peuvent plus revenir au tarif régulé. Jusqu'à aujourd'hui, moins de 5% des « clients éligibles » ont fait ce choix, et ils le regrettent ! Pourquoi ? Parce que le tarif régulé est aujourd'hui environ moitié moins cher que les prix du « marché concurrentiel » !

Aujourd'hui, tous les clients particuliers sont toujours au tarif régulé, qui certes augmente sous la pression des opérateurs, mais de manière encore contrôlée. Par contre, après l'ouverture définitive du marché aux particuliers en 2007, et après une phase de « transition » censée faire avaler la pilule, ces tarifs régulés finiront par disparaître pour tous (professionnels et particuliers), afin de « favoriser la concurrence ». Cela entraînera automatiquement une augmentation des prix immédiate et très importante, ainsi que la disparition de tout contrôle de l'Etat sur les prix. Les « gros clients », eux, négocieront des tarifs préférentiels, alors que les petites entreprises et les clients particuliers se saigneront au nom de la concurrence !

Parallèlement à l'augmentation des prix, c'est tout le service public de l'énergie qui ne cesse de se dégrader : les agences EDF/GDF de proximités, situées dans les quartiers ou les villes, ferment les unes après les autres ; les délais pour un rendez-vous ou un dépannage ne cessent de s'allonger ; les familles démunies sont toujours coupées quand elles ne peuvent plus payer, etc... Le service public est progressivement remplacé par un service minimum (et donc, de moindre coût pour l'entreprise), complété par un service payant (permettant ainsi d'accroître les profits de l'entreprise) ! Ces « gains de productivité » et ces augmentations de prix, faites sur le dos des salariés et des usagers, produisent déjà leurs effets : entre 2004 et 2005, le bénéfice net d'EDF a augmenté de 100% (3,24Md€), et le bénéfice net de GDF a augmenté de 29% (1,74Md€) ; près de 50% de ces bénéfices sont distribués aux actionnaires, au lieu d'être réinvestis pour l'amélioration du service public ; le reste des bénéfices est investi pour l'essentiel dans des prises de participations à l'étranger et donc, inutile pour le service public ! Pour accroître encore ces bénéfices, les directions vont supprimer 6000 postes dans les 2 prochaines années ; l'appel à la sous-traitance (à moindre coût) se développe, y compris dans les secteurs sensibles pour la sûreté. Dans le même temps, les rémunérations des dirigeants explosent : prime de 40% pour le PDG de GDF ; hausses de salaires de 43% et 66% pour les 2 directeurs de GDF !

Mais malheureusement, ce n'est pas tout ! La sécurité des réseaux et des installations est en danger ! Cette course à la rentabilité remet gravement en cause le maintien d'une main d'œuvre qualifiée (dans l'entretien des centrales par exemple !), les budget de recherche et de développement

(dans les énergies renouvelables, autre exemple !) ainsi que le respect d'une culture de qualité (dans le service public et dans les normes). Elle aura donc des conséquences importantes sur la sécurité des installations.

Malgré ce bilan très négatif, le gouvernement s'engage dans l'ouverture totale du marché et dans la privatisation de GDF avec le projet de fusion GDF/SUEZ (dont les discussions parlementaires commenceront le 7 septembre !).

Dans un contexte de crise énergétique majeure, l'Etat abandonne au marché tout contrôle de la politique énergétique. Le secteur pétrolier devrait pourtant être un exemple à ne pas suivre !!!

Il n'est pas trop tard ! Ensemble, nous pouvons exiger l'arrêt immédiat du processus de privatisation et de l'ouverture du marché à la concurrence, en préambule à une remise en cause globale du processus de libéralisation du secteur électrique et gazier.

Signez la pétition contre l'ouverture du marché à la concurrence, contre la privatisation de GDF et d'EDF, pour le maintien des tarifs régulés et pour l'arrêt de toute fermeture d'agences, sur <http://sudenergieedf.free.fr/petition/>

Paris, le 23 août 2006